

Initiatives ministérielles

[Français]

Mais en 1981, à la suite du référendum de l'année précédente, fut prise la très grave décision de rapatrier notre Constitution sans consentement unanime, plus précisément sans l'accord du Québec.

Un élément important de la victoire du camp fédéraliste au Québec fut l'engagement pris par le premier ministre fédéral de l'époque de renouveler le fédéralisme—qu'un «non» n'était pas un vote en faveur du *statu quo*.

Peu de gens, s'il en est, qui se sont battus pour le Canada dans ce référendum difficile d'il y a 10 ans, auraient pensé que cette réforme finirait par se faire en sollicitant l'appui de toutes les provinces du Canada, sauf le Québec.

Peut-être les choses auraient-elles tourné autrement si le gouvernement fédéral d'alors avait attendu que les leaders du camp fédéraliste du «non», dirigé par M. Claude Ryan, remportent possiblement l'élection provinciale suivante, parce que l'argument c'était toujours qu'on ne pouvait jamais s'entendre avec un gouvernement séparatiste au Québec. Mais il y avait une élection qui s'en venait dans quelques mois, et l'argument était: Pourquoi ne pas attendre le résultat pour voir ce que M. Claude Ryan, chef du Parti libéral, pouvait réussir?

Mais le gouvernement du Canada a décidé de ne pas attendre et de procéder sans l'assentiment de l'Assemblée nationale. Et ainsi, le Parti québécois, une formation politique démocratique, mais quand même vouée à la division du Canada, s'est fait réélire avec 49 p. 100 du vote populaire. Il y a presque 10 ans de cela.

De toute évidence, monsieur le Président, il faut bien le dire, les problèmes du Canada dans ces domaines de notre vie nationale n'ont pas commencé l'été dernier. Par la suite, l'occasion de négocier avec un premier ministre québécois fédéraliste, M. Bourassa, ne s'est présentée de nouveau qu'avec son élection en 1985, et avec la Conférence d'Edmonton en 1986, quand les 10 premiers ministres provinciaux se sont entendus pour réintégrer le Québec dans la famille canadienne. Le résultat de leurs efforts fut l'Accord du lac Meech—un ensemble raisonnable, mais quand même modeste, de cinq modifications constitutionnelles.

Sa non-ratification, en juin, par deux législatures provinciales, après des ententes unanimes en 1987, a clos un chapitre de la démarche constante des Canadiens pour améliorer leur Constitution. Mais cet échec n'avait pas pour effet quand même de signifier la fin du Canada. Il signifiait en réalité que notre vie nationale entrait dans une nouvelle période plus difficile et même plus périlleuse.

[Traduction]

Mais danger et occasion sont souvent les deux côtés de la même médaille. Le danger auquel nous faisons face nous fournit l'occasion de repenser notre système et de tracer un nouvel avenir pour le pays.

La première chose à faire est de prendre conscience de la valeur de ce que nous avons réalisé en tant que pays. Pour diverses raisons, dont le fait que nous nous sommes unis—et le sommes demeurés—de plein gré, et non pas dans l'agitation d'une guerre, et le fait que nous coexistons, en Amérique du Nord, avec la nation la plus puissante du monde, nous avons tendance, au Canada, à sous-estimer nos propres réalisations.

Quand nous pensons à notre avenir, nous aurions intérêt, comme disait le poète écossais Robbie Burns, à nous percevoir comme les autres nous perçoivent. Nous devons prendre conscience des avantages extraordinaires que notre statut de citoyens de ce pays nous confère à tous, peu importe nos origines, la langue que nous parlons ou la région où nous vivons. Le Canada n'est pas parfait, mais c'est l'un des pays les plus beaux de la planète.

Nous devons nous rappeler que, pendant un siècle où le nationalisme et le racisme poussés à l'extrême ont entraîné la mort de 100 millions de gens et occasionné d'innombrables souffrances à l'humanité, nous avons bâti une des sociétés les plus cosmopolites du monde. L'une des plus admirées aussi.

Nous devons nous rappeler que notre système juridique, qui garantit l'égalité de chaque citoyen devant la loi, est respecté et admiré partout dans le monde. Nous devons convenir qu'avec une population de seulement 26 millions d'habitants c'est-à-dire la 31^e ou la 32^e du monde, nous avons surmonté de formidables obstacles climatiques et géographiques pour bâtir un pays qui se classe au huitième rang des grandes économies du monde. Pendant que de nombreux pays font des pieds et des mains seulement pour nourrir leurs populations, nous continuons de jouir, malgré nos problèmes, d'un large éventail de services sociaux et d'un des meilleurs niveaux de vie au monde.

• (1530)

Conscients des dommages importants que l'industrialisation a fait subir à notre environnement naturel, nous sommes en train d'adopter une nouvelle éthique du développement viable. L'eau que nous buvons et l'air que nous respirons sont plus purs, et notre niveau de santé et notre qualité de vie meilleurs que ce que peuvent espérer la plupart des habitants de la planète.

Et nous devons mesurer l'importance du fait que le Canada, qui avait tant de difficulté à se faire reconnaître comme moyenne puissance dans les années d'après-guerre, jouit maintenant d'une grande influence et d'un